

ANNEXE À LA PROPOSITION

À Exportation Développement Canada :

Je déclare et certifie que je suis dûment autorisé par l'entité identifiée à la section « Renseignements sur l'entreprise » ci-dessus (« mon entreprise ») à présenter la proposition d'assurance à EXPORTATION ET DÉVELOPPEMENT CANADA (« EDC ») et, s'il y a lieu, à la COMPAGNIE FRANÇAISE D'ASSURANCE POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR – BRANCHE DU CANADA (« COFACE ») et à faire les accords, attestations, déclarations, confirmations et représentations suivantes au nom de mon entreprise.

Je reconnais que :

- (a) les ventes à l'exportation seront assurées par EDC aux termes d'une police établie par EDC;
- (b) les ventes sur le marché canadien (le cas échéant) seront généralement assurées par COFACE aux termes d'une police distincte établie par COFACE et qui sera administrée par EDC; et
- (c) EDC n'aura aucune responsabilité relativement à toute police établie par COFACE et COFACE n'aura aucune responsabilité relativement à toute police établie par EDC.

Je reconnais et conviens :

- (a) qu'EDC et/ou COFACE peuvent exiger des renseignements supplémentaires avant d'émettre une police et que ces renseignements feront partie intégrante de la présente proposition; et
- (b) que si mon entreprise a demandé une couverture d'assurance pour ses ventes au Canada, qu'EDC puisse divulguer toute information relative au Proposant (y compris des renseignements sur les clients/acheteurs de mon entreprise) à COFACE, à la filiale de COFACE au New Jersey, COFACE NORTH AMERICA, INC., qui agit comme fondé de pouvoir pour sa société mère COFACE relativement à une telle couverture d'assurance, ainsi qu'à tout organisme de réglementation (situé au Canada ou à l'étranger) ayant un pouvoir de surveillance sur COFACE.

Boycottage

Je déclare qu'aucune vente devant être assurée aux termes de l'une ou l'autre des polices, n'exige ou n'exigera que mon entreprise :

- (a) commette, à l'égard d'une entreprise ou d'une personne canadienne, des actes discriminatoires fondés sur la race, l'origine nationale ou ethnique, ou la religion;
- (b) refuse de contracter des ventes ou des achats de biens ou de services auprès de quelque entreprise ou personne canadienne que ce soit;
- (c) limite ses investissements commerciaux ou ses autres activités économiques dans quelque pays que ce soit; ou
- (d) refuse de contracter des ventes de biens ou de services canadiens auprès d'un autre pays ou de contracter des achats de biens ou de services d'un autre pays.

Sanctions

Je confirme que ni mon entreprise, ni ses actionnaires, ni aucune de ses sociétés affiliées*, ni aucun de ses administrateurs, de ses dirigeants, de ses employés, de ses agents ou de ses représentants n'est Visé par des sanctions. J'atteste et je conviens également que ni mon entreprise, ni aucun de ses administrateurs, de ses dirigeants, ni, au mieux de la connaissance de mon entreprise, aucune de ses sociétés affiliées* n'a pris, ou ne prendra part, directement ou indirectement, à toute activité interdite en vertu des Sanctions, « **Sanctions** » s'entendant de sanctions économiques ou financières imposées par le Canada ou les États-Unis d'Amérique ou par n'importe laquelle de leurs institutions, agences et subdivisions gouvernementales; et l'expression « **Visé par des sanctions** » s'entend d'une personne ou d'une entité faisant l'objet de Sanctions, ou une personne ou une entité qui fait l'objet de Sanctions ou qui appartient à une personne ou qui est contrôlée ou qui agit au nom d'une personne faisant l'objet de Sanctions.

*Aux fins de la section Sanctions, « société affiliée » désigne : (a) une personne qui est contrôlée, directement ou indirectement, par votre entreprise ou par une personne qui contrôle également votre entreprise directement ou indirectement; ou (b) une personne qui contrôle votre entreprise directement ou indirectement; aux fins des présentes; « contrôle » désigne le contrôle de fait.

Anti-corruption

Je déclare que, en ce qui a trait aux transactions devant être appuyées par EDC et COFACE :

- (a) ni mon entreprise, ni ses sociétés affiliées*, ni, au mieux de ma connaissance (d'après une enquête raisonnable menée conformément aux saines pratiques commerciales d'usage), aucune personne agissant au nom de mon entreprise ou au nom de ses sociétés affiliées dans le cadre des transactions devant être appuyées par EDC et COFACE : (a) n'ont pris ou ne prendront délibérément part, dans le cadre des transactions devant être appuyées par EDC et COFACE, à un acte prohibé par les lois sur la corruption applicables, dont la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers du Canada* (la « Loi »), qui interdisent à quiconque d'accorder, d'offrir ou d'accepter d'accorder ou d'offrir, directement ou indirectement, un prêt, une récompense, un avantage ou un bénéfice quelconque à qui que ce soit dans le but d'obtenir ou de conserver un avantage dans le cours des affaires; (b) ne font actuellement l'objet d'accusations devant un tribunal ou d'une enquête officielle par des procureurs de l'État ni n'ont été, au cours des cinq dernières années, condamnés par un tribunal pour une violation des lois anti-corruption de quelque pays que ce soit (notamment les lois contre la corruption d'agents publics étrangers), ni n'ont conclu la moindre forme de règlement ou d'arrangement, y compris une sentence arbitrale rendue publique, relativement à une telle violation;
- (b) j'accepte de communiquer à EDC, sur demande, l'identité des personnes agissant au nom de mon entreprise et au nom de ses sociétés affiliées dans le cadre des transactions devant être appuyées par EDC et COFACE, ainsi que le montant et l'objet des commissions et honoraires payés, ou qu'il a été convenu de payer, à ces personnes, de même que le pays ou le territoire où ces honoraires et commissions ont été ou doivent être payés;
- (c) je confirme à EDC et à COFACE que les commissions et honoraires payés, ou qu'il a été convenu de payer, à toute personne physique ou morale agissant au nom de mon entreprise et au nom de ses sociétés affiliées dans le cadre des transactions devant être appuyées par EDC et COFACE, notamment à titre de mandataire, sont ou seront strictement versés en contrepartie de services légitimes; et
- (d) j'aviserai immédiatement EDC et COFACE si l'une ou l'autre des déclarations ci-dessus devient fausse ou inexacte, en cas de manquement à l'une des clauses contenues aux présentes.

*Aux fins de la section Anti-corruption susmentionnée, « société affiliée » désigne : (a) une personne qui est contrôlée, directement ou indirectement, par votre entreprise ou par une personne qui contrôle également votre entreprise directement ou indirectement; ou (b) une personne qui contrôle votre entreprise directement ou indirectement; lorsque l'une ou l'autre est associée ou participe aux transactions devant être appuyées par EDC et COFACE. Aux fins des présentes, « contrôle » désigne le contrôle de fait.

Biens à double usage

Je reconnais que l'exportation de biens ou de services à double usage peut être assujettie à des restrictions réglementaires particulières et je déclare que mon entreprise ne vend pas de biens ou de services à double usage ou, si elle vend de tels biens ou services, mon entreprise a obtenu les autorisations d'exportation exigées selon les lois et règlements applicables. Aux fins du présent paragraphe « biens ou services à double usage » désignent des articles ou des technologies utilisés normalement à des fins civiles, mais qui pourraient avoir des applications militaires.

Fraude

Je reconnais que quiconque (ayant l'intention d'escroquer ou sachant qu'il facilite une fraude contre un assureur) soumet une proposition ou présente une demande d'indemnisation qui renferme une fausse déclaration ou une déclaration mensongère peut être reconnu coupable de fraude à l'assurance.

Environnement

Je déclare que :

- (a) mon entreprise n'a pas contrevenu d'une manière substantielle aux lois ou règlements environnementaux, sociaux et liés aux droits de la personne applicable; et
- (b) je ne suis pas au courant de risque environnemental et/ou social ou lié aux droits de la personne appréciable associé à des activités qui seraient assurées en vertu de la police qui fait l'objet de la présente proposition

« risque environnemental et/ou social » s'entend d'effets défavorables réels ou potentiels sur l'environnement, la santé et la sécurité au travail ou les collectivités, et « risque lié aux droits de la personne » s'entend d'effets défavorables réels ou potentiels sur les droits et libertés fondamentales de la personne comme indiqué dans la *Charte internationale des droits de l'homme*, résultant de ou associés à :

- i. l'utilisation finale des biens produits, fabriqués ou vendus par mon entreprise ou ses sociétés affiliées, y compris ses sociétés affiliées à l'étranger;
- ii. la production ou la fabrication de biens produits, fabriqués ou vendus par mon entreprise ou ses sociétés affiliées, y compris ses sociétés affiliées à l'étranger; ou
- iii. des services rendus par mon entreprise et/ou ses sociétés affiliés, y compris ses sociétés affiliées à l'étranger.

Divuligation

Je consens à ce qu'EDC et COFACE divulguent tous les renseignements qui ne sont pas accessibles au public que mon entreprise leur a fournis relativement aux transactions assurées (les « Renseignements sur l'entreprise ») :

- (a) à une entité qui détient une participation directe ou indirecte dans EDC ou COFACE, à leurs employés, dirigeants, administrateurs, courtiers, agents, conseillers, consultants, fournisseurs de services et conseillers juridiques, ainsi qu'à leurs réassureurs, coassureurs et assureurs éventuels ou actuels;
- (b) conformément aux exigences légales, réglementaires, procédurales et d'audit applicables, selon le cas, à EDC ou COFACE; et
- (c) dans le cas d'EDC, en application des engagements internationaux d'EDC et du Canada.

Le présent consentement constitue mon consentement par écrit, au nom de mon entreprise, conformément à toute entente de non-divuligation conclue entre EDC et/ou COFACE mon entreprise, ou conformément aux lois applicables, à divulguer les Renseignements sur l'entreprise.

Courtier

À moins qu'EDC ne reçoive de mon entreprise un avis contraire par écrit, j'autorise EDC à fournir à la firme de courtage nommée dans la proposition (le « Courtier ») tous les renseignements, la correspondance et les documents (les « Renseignements sur la police ») qui sont aussi mis à la disposition de mon entreprise concernant toutes les polices d'assurance établies ou administrées par EDC conformément à la proposition. Je consens à ce qu'EDC utilise à l'occasion la technologie de son choix pour communiquer les Renseignements sur la police au Courtier.

EDC peut permettre au courtier d'agir au nom de mon entreprise, relativement à toute telle(s) police(s), pour :

- (a) gérer les limites de crédit liées aux acheteurs, y compris demander des réductions et des annulations de limites;
- (b) demander l'ajout ou la suppression de pays ou de modalités de paiement de la couverture d'assurance;
- (c) signaler les paiements d'acheteurs en souffrance, le cas échéant;
- (d) présenter des réclamations; et
- (e) demander des changements à la couverture d'assurance et aux documents d'assurance.

Accès à l'information et protection des renseignements personnels

Je reconnais que tous les renseignements recueillis par EDC sont assujettis à la *Loi sur l'accès à l'information du Canada* et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* ; EDC protège et divulgue des renseignements sur ses clients et des renseignements personnels conformément à ces lois.

J'accepte

Nom	
Titre	
Signataire autorisé	
Date	